

## Conférence Infos 23

### La politique sociale dans les pays riches en ressources minérales

*Rapport de l'atelier de l'UNRISD  
24-25 avril 2008, Genève*

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Social Policy in Mineral-Rich Countries* (Conference News, UNRISD/CN23/09/1, September 2009). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

#### Table des matières

Introduction

Séance 1—Défis et potentiel économiques des pays riches en ressources minérales

Séance 2—Capacité de l'Etat et politiques sociales dans les pays riches en ressources minérales

Séance 3—Rentés minières et politique sociale en Norvège et au Chili

Séance 4—Aperçu des études nationales:

Indonésie et Nigéria

Conclusions

Programme

Participants

#### Introduction

Pourquoi certains pays riches en ressources minérales affectent-ils leurs ressources à des politiques économiques et sociales soucieuses de l'avenir et d'autres, non? Quels sont les facteurs qui empêchent les pays du Sud riches en ressources d'investir une plus grande partie de leurs richesses dans le développement social? La hausse des rentes minières peut-elle créer des conditions budgétaires favorables à des politiques sociales de changement dans un contexte qui soit également propice à la démocratie, à l'intégration sociale et au développement économique? Ces questions, entre autres, ont guidé les recherches qui ont été menées dans le cadre d'un projet de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), *Financement de la politique sociale dans les pays riches en ressources minérales*, qui fait partie de la deuxième phase d'une vaste enquête entreprise en 2006 sur *Le financement de la politique sociale* (voir les Conférence Infos N° 18, 2007). Le projet général, financé par la Fondation Ford, explore les effets sur le développement de diverses techniques et sources de financement telles que la fiscalité, les cotisations aux assurances sociales, les fonds sociaux et fonds de pension, les envois de fonds des migrants, l'aide et les rentes minières, sujet du présent numéro des Conférence Infos.

En 2007, l'UNRISD a commandé huit rapports sur le thème du financement de la politique sociale par les rentes minières, dont quatre études théoriques et quatre études de cas sur le Chili, l'Indonésie, le Nigéria et la Norvège. Ces documents ont été présentés pendant un atelier de deux jours qui s'est tenu à Genève les 24 et 25 avril 2008. L'atelier a réuni les auteurs des rapports, des universitaires et des experts des Nations Unies, notamment des fonctionnaires de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Dans son allocution d'ouverture, le Directeur de l'UNRISD, Thandika Mkandawire, a souhaité la bienvenue aux participants et présenté le programme de recherches de l'UNRISD *Politique sociale et développement*. Ce programme a été conçu à partir de l'idée que la politique sociale a des fonctions multiples qui vont au-delà de la protection sociale et de la réduction de la pauvreté et qui affectent simultanément la production, la redistribution, les rapports sociaux entre hommes et femmes et les relations entre l'Etat et la société. Les recherches menées par l'Institut sur les pays nordiques, les pays d'Asie orientale et d'Amérique latine arrivés tardivement à l'industrialisation ont mis en évidence le rôle clé joué par la politique sociale dans le développement économique, la cohésion sociale et la démocratisation, a-t-il expliqué. Ces recherches ont démontré la nécessité de résoudre la question du financement pour se doter d'un modèle de développement durable. Enfin, Thandika Mkandawire a exprimé l'espoir que l'atelier serait l'occasion pour les participants de mettre en commun leurs connaissances sur le développement, les régimes sociaux et la démocratisation, par delà les pays et les disciplines.

Katja Hujo a ensuite donné une vue d'ensemble du projet de recherche. Elle a noté qu'avec la mondialisation, les recettes des Etats avaient été grignotées par des processus comme la libéralisation du commerce et des comptes de capitaux, les problèmes de l'emploi tels que le chômage et l'expansion d'un marché parallèle du travail, la concentration des revenus et des biens et la persistance des problèmes d'endettement. Cependant, les politiques sociales étaient plus nécessaires que jamais pour compenser les coûts sociaux générés par la volatilité du marché et les crises économiques, fournir un revenu aux chômeurs et aux exclus, plus nombreux, et gérer les changements d'ordre démographique et social. Au moment où se tenait l'atelier, l'économie mondiale ne donnait pas encore les signes de la crise économique et sociale qui a éclaté fin 2008 et le contexte international présentait encore des aspects positifs comme la faiblesse des taux d'intérêt et d'inflation et les prix élevés des matières premières, dans lesquels Katja Hujo a vu une chance pour les pays en développement. En décrivant les rapports entre richesses minières et développement social, elle a évoqué la question des ressources humaines, l'enclavement de l'industrie minière et les disparités régionales de revenu et de salaires, la crainte que la création de régimes privilégiés pour les employés des sociétés minières n'induisse une fragmentation du système social national, le problème des conflits armés financés par les rentes minières, les rapports entre industrie minière et migration et les effets des politiques sectorielles et autres sur les rapports sociaux entre hommes et femmes et les structures familiales. Katja Hujo a conclu en exposant les grandes questions qui avaient guidé les recherches et qui portent sur:

- L'impact des rentes minières sur le développement et la distribution et la manière dont ces rentes affectent la production, la reproduction, la protection et la redistribution;
- les rapports entre l'abondance des ressources et les indicateurs sociaux clés dans les différents pays;
- les politiques et les régimes politiques pouvant être générés par les richesses minérales, et leurs conséquences pour le développement social et la politique sociale;
- les politiques qui semblent les plus à même de relever les défis macroéconomiques liés aux richesses minérales, ainsi que les conditions à réunir pour que ces politiques aient les effets attendus; et
- les politiques capables de créer des synergies entre la politique sociale et la politique économique, et les possibilités de compromis entre ces dernières.

Après cette séance d'introduction, les participants ont été invités à faire les premiers commentaires sur le cadre général des recherches. Cette discussion a confirmé que les échanges directs entre pays riches en ressources minérales et la diffusion de leurs expériences positives de développement pouvaient être très instructifs sur les politiques à mettre en œuvre.

Différents acteurs tels que la Banque mondiale, le gouvernement norvégien et certaines organisations internationales non gouvernementales (ONG) travaillent déjà dans ce sens. Les

participants ont relevé la nécessité non seulement de tirer les leçons des succès nationaux, mais aussi de prendre des distances avec les solutions toutes prêtes en politique et de dépasser le stade des préconisations uniformisées. S’agissant de nouveaux venus en particulier, comme la Mauritanie ou le Ghana, qui ont récemment découvert des richesses minérales dans leur sous-sol, il a été jugé utile de procéder à une analyse prospective pour déterminer quelles institutions pourraient gérer convenablement les recettes. De plus, les participants ont estimé qu’en se focalisant sur la “malédiction” des richesses–corrélation supposée négative entre l’abondance des ressources naturelles et la croissance économique–on en était venu à avoir une vision déterministe des conséquences des richesses minérales pour le développement et l’on avait induit en erreur les pays en développement qui, par exemple, en étaient arrivés à penser qu’il valait mieux, pour croître, éviter de trouver du pétrole ou d’autres ressources naturelles dans son sous-sol. Le vrai défi pour les pays riches en ressources minérales, ont souligné les participants, consiste à développer la capacité d’absorber les fonds générés par le secteur minier en les affectant à des investissements productifs et sociaux. Malheureusement, cette capacité et les institutions qui traditionnellement remplissaient ces fonctions ont été affaiblies et même démantelées à l’époque de l’ajustement néolibéral.

## **Séance 1: Défis et potentiel économiques des pays riches en ressources minérales**

La première séance thématique de l’atelier a porté sur les défis économiques, la croissance et les politiques économiques dans les pays riches en ressources minérales. Bien que les écueils liés aux rentes minières soient bien connus et communs à tous les pays, les politiques économiques choisies varient considérablement. Les pays obtiennent des résultats différents selon les mécanismes qu’ils retiennent pour échapper au syndrome néerlandais,<sup>1</sup> et la manière dont ils abordent la gestion et l’affectation des recettes provenant des richesses minérales. Les deux études présentées au cours de cette séance montrent que des facteurs tant nationaux qu’internationaux influent sur la performance économique des pays riches en ressources minérales. Elles soulignent cependant davantage l’importance des variables internes–institutions et gouvernance, investissements en capital humain et solides politiques macroéconomiques.

Samuel Asfaha a présenté le premier exposé de la séance, sur “La politique économique des pays riches en ressources minérales”. Selon lui, ces pays doivent affronter les problèmes de volatilité et essayer de stabiliser à long terme les prix et les recettes. On sait que les richesses minérales s’accompagnent de divers problèmes: la littérature sur la malédiction des richesses, déjà évoquée plus haut, établit une corrélation négative entre les richesses minérales et la croissance économique et entre ces mêmes richesses et les niveaux de vie et la démocratie; de nombreux analystes y voient aussi un terrain propice aux conflits sociaux, à une mauvaise gestion de l’économie (ce qui explique la tendance à succomber au syndrome néerlandais) et à un endettement lourd. De plus, certains de ces pays se croient assurés de disposer quasi éternellement d’importantes rentrées de fonds, ce qui les amène à développer les activités d’influence (“rent seeking”) au détriment des activités productrices qu’ils négligent de plus en plus. Les politiques suivies subissent l’influence de groupes d’intérêt étroitement liés aux milieux politiques, laquelle s’exerce aux dépens de l’esprit d’entreprise, éloignant les décideurs politiques des intérêts sociaux.

Samuel Asfaha a expliqué que l’effet des richesses naturelles sur le développement dépend de la manière dont elles sont gérées. Pour illustrer son propos, il a exposé deux scénarios extrêmes. Dans le premier, le gouvernement dépense en consommation tous les gains

---

<sup>1</sup> Le syndrome néerlandais désigne la hausse des taux d’inflation et l’appréciation des taux de change qu’entraîne l’afflux de capitaux. La production nationale perd ainsi de sa compétitivité sur les marchés mondiaux, ce qui déséquilibre la balance commerciale du pays. A terme, les investisseurs tendent à transférer leurs ressources dans le secteur abrité.

provenant de l'essor minier, ce qui entraîne une appréciation réelle des taux de change et les symptômes du syndrome néerlandais, qui à leur tour relancent la consommation, augmentent la production de biens du secteur abrité et provoquent une véritable contraction du secteur exposé non minier. Dans le second, le gouvernement investit les gains inespérés de la haute conjoncture en projets destinés à augmenter la productivité, qui aident le pays à produire plus, dans les secteurs tant exposés qu'abrités. Le second scénario est associé à la croissance et à une amélioration de la productivité et permet au pays d'échapper au syndrome néerlandais.

Samuel Asfaha a expliqué que dans les cas empiriques les moins heureux, la majeure partie des dépenses allait à l'emploi dans un secteur public surdimensionné, aux salaires et aux transferts, et servait à subventionner les denrées alimentaires, les engrais et le pétrole. Une telle façon d'agir est un gouffre financier, comme les décisions dont le seul moteur est le prestige politique ou le choix d'affecter les fonds à l'achèvement de projets obsolètes ou au maintien à flot d'entreprises inefficaces sans grand rapport avec les secteurs productifs de l'économie.

Selon Samuel Asfaha, la prudence veut que l'on épargne pendant les périodes de haute conjoncture pour garantir le financement de projets d'investissement en période de récession. Il faut donc une politique fiscale contracyclique pour éviter que la volatilité des recettes ne se traduise par une volatilité des dépenses. Pour illustrer les effets de politiques procycliques, il a évoqué les cas du Mexique et du Nigéria, qui ont dépensé sans compter leurs recettes pétrolières tout en augmentant sensiblement leur dette extérieure. Cela a eu pour effet d'étouffer la croissance, alors qu'une simple chute des cours des produits de base aurait eu des conséquences bien moindres. Samuel Asfaha a alors démontré qu'il était possible d'échapper à la malédiction des richesses en appliquant des politiques efficaces. Des pays comme le Botswana, l'Indonésie et la Norvège ont accumulé d'énormes réserves *et* maintenu leur stabilité macroéconomique. Pour ces pays, le rendement des biens investis représente une source de revenu non négligeable, d'importance plus ou moins égale à celle des taxes et droits de douane. Cependant, lorsque les fonds sont aisément disponibles et que l'on les sait tels, a mis en garde Samuel Asfaha, il faut des institutions exceptionnellement fortes pour maintenir une discipline budgétaire.

Les activités d'influence ou "rent seeking", alimentées par les rendements considérables obtenus par ceux qui sont capables de capter les rentes minières, peuvent aboutir à une concentration du pouvoir économique et politique entre les mains des élites et engendrer la corruption. On a constaté que ces activités avaient pour effet de réduire l'efficacité et de creuser les inégalités sociales dans des pays riches en pétrole comme le Mexique, le Nigéria et le Venezuela. Les politiques menées tendent à profiter à des groupes auxquels sont liés les décideurs politiques ou leurs associés. Elles sont à courte vue et privilégient les gains politiques du gouvernement à court terme, souvent au détriment du développement économique à long terme. Ce problème se pose si les intérêts de l'élite ne sont pas liés à ceux des groupes producteurs, comme ils le sont dans les cas de réussite comme le Botswana.

Après avoir signalé des initiatives internationales récentes (telles que celle pour la transparence internationale ou l'engagement de la Banque mondiale au Tchad) qui visent à une plus grande transparence dans la gestion des recettes minières, Samuel Asfaha a conclu son exposé en émettant un doute quant à leur capacité à modifier à elles seules les incitations politiques et économiques avec lesquelles doivent compter les gouvernements des pays riches en ressources minérales.

La seconde étude thématique présentée pendant cette séance a été celle de Thorvaldur Gylfason sur "Le développement et la croissance dans les pays riches en ressources minérales". Il a présenté des éléments empiriques, tirés de données récemment publiées, qui éclairent l'hypothèse générale selon laquelle la *dépendance* des ressources naturelles peut entraver la croissance économique dans les pays en développement, bien que l'*abondance* des

ressources semble être un atout dans les pays avancés. Parmi les facteurs importants susceptibles d'expliquer et de stimuler la croissance et le développement, Thorvaldur Gylfason cite la diversification économique et politique, les investissements dans le capital social et humain, la démocratie et la qualité des institutions.

Selon Thorvaldur Gylfason, le développement social et la croissance économique sont étroitement liés. Lorsque les indicateurs sociaux que sont l'espérance de vie, la fécondité et l'alphabétisation sont élevés, ils brossent un tableau clair et cohérent de progrès et donnent parfois une image plus exacte que les indicateurs économiques couramment utilisés. Toutefois, à part l'éducation et les soins de santé, les questions de politique sociale ont été pratiquement absentes du récent débat universitaire sur la croissance économique.

Thorvaldur Gylfason a ensuite résumé les débats concernant les rapports entre croissance économique et distribution des revenus. Selon une hypothèse bien établie, l'inégalité des revenus favorise l'accumulation de capital et la croissance, étant donné le grand nombre de riches enclins à épargner. Selon ce raisonnement, la redistribution des revenus réduirait l'épargne, ralentirait l'accumulation de capital, et réduirait ainsi les investissements et la croissance. Il existe cependant une autre hypothèse selon laquelle l'inégalité des revenus met en péril la cohésion sociale, la stabilité politique et la paix, ce qui compromet les perspectives d'investissement; l'inégalité des revenus déclencherait aussi des revendications de redistribution qui auraient des effets plutôt néfastes en réduisant l'efficacité et la croissance. Bien que la littérature théorique sur ce sujet soit ambiguë et peu concluante, Thorvaldur Gylfason affirme qu'il existe de bonnes raisons empiriques de croire qu'à priori les dépenses sociales—et les politiques sociales en général—*comptent* pour la croissance économique. Plus précisément, a-t-il dit, l'épargne et l'investissement, l'éducation, la formation, les soins de santé et la planification familiale, l'absence de corruption, la démocratie et la stabilité macroéconomique sont d'importants facteurs de croissance.

Thorvaldur Gylfason a ensuite expliqué en quoi les richesses naturelles influent sur d'autres types de capitaux ou leurs déterminants. Premièrement, l'abondance des ressources naturelles peut émousser les incitations privées et publiques à l'épargne et à l'investissement et ralentir ainsi la croissance économique. Deuxièmement, les richesses naturelles peuvent inhiber le développement du capital humain en affaiblissant le caractère incitatif des initiatives privées et publiques visant à donner la priorité à l'éducation. Et troisièmement, les pays riches en ressources minérales ont tendance à souffrir des activités d'influence des producteurs, qui détournent des ressources d'activités économiques qui seraient socialement plus profitables: comme indiqué dans l'exposé précédent, il peut en résulter une concentration du pouvoir économique et politique.

Se servant de données récentes concernant 164 pays et provenant de la Banque mondiale, de la CNUCED et de Transparency International, Thorvaldur Gylfason a alors présenté les résultats de divers modèles de régression. Sa première conclusion a été que l'espérance de vie scolaire<sup>2</sup> dans un pays est inversement proportionnelle à la dépendance par rapport aux ressources naturelles, représentée par la part des richesses naturelles dans les richesses totales. Cela semble indiquer que les richesses naturelles ont tendance à avoir un effet inhibant sur le capital humain. Sa deuxième conclusion a été qu'il existe une corrélation positive entre la perception de la corruption dans les différents pays et la part des richesses naturelles dans les richesses totales mais que la corrélation est inverse avec la croissance du PIB par habitant. De même, s'il y a une corrélation positive entre la croissance et la démocratie, on a constaté une corrélation inverse entre cette dernière et la part des richesses naturelles dans les richesses totales. Ces résultats confirmeraient la conclusion selon laquelle les richesses naturelles ont

---

<sup>2</sup> L'espérance de vie scolaire est le nombre total d'années pendant lesquelles un enfant peut espérer suivre une scolarité, en partant de l'hypothèse que la probabilité qu'il soit inscrit dans une école à un âge particulier est égale au taux d'inscription actuel à cet âge.

tendance à avoir un effet inhibant sur le capital social et à entraver la croissance. Le troisième résultat obtenu en comparant différents pays a été l'existence d'une étroite corrélation positive entre l'espérance de vie scolaire et la démocratie, chaque année supplémentaire de scolarité allant de pair avec un progrès de la démocratie d'un point, ce qui corrobore l'argument selon lequel le capital humain et le capital social vont de pair. Selon le quatrième résultat mis en évidence par Thorvaldur Gylfason, il est probable que différents aspects du capital social s'influencent mutuellement et se complètent, comme l'indique la corrélation inverse entre la démocratie et la perception de la corruption.

Thorvaldur Gylfason a ensuite relevé deux manières dont les richesses naturelles influent sur la croissance économique. D'un côté, une augmentation de la part des richesses naturelles dans les richesses totales réduit la croissance économique. De l'autre, une augmentation des richesses naturelles par habitant stimule la croissance. Il est à noter qu'une augmentation de la part des richesses naturelles tend à réduire la croissance dans les pays en développement mais peut très bien la redresser dans les pays industrialisés.

En concluant son exposé, Thorvaldur Gylfason en a résumé les principaux arguments. Premièrement, a-t-il dit, la diversification est bonne pour la croissance, car elle permet à un pays de ne pas compter à l'excès sur ses ressources naturelles et de se détourner d'élites politiques peu représentatives pour embrasser la démocratie. Deuxièmement, la politique sociale et le capital humain (y compris l'assurance sociale, l'éducation et les soins de santé) jouent un rôle positif en stimulant la croissance. Troisièmement, a fait valoir l'auteur, pour faire un usage judicieux des ressources naturelles, il faut de bonnes institutions, notamment démocratiques. Enfin, a-t-il conclu, il reste à imaginer des stratégies capables de transformer de manière durable les richesses naturelles en capital humain et social.

## **Discussion**

La discussion qui a suivi a été conduite par Janvier Nkurunziza, avec Katja Hujo et Albert Berry pour commentateurs. L'une des principales questions posées par Katja Hujo à propos de l'exposé de Samuel Asfaha a porté sur la politique économique nécessaire pour lutter contre le syndrome néerlandais. Elle a suggéré de discuter de cette question dans le contexte général de la littérature consacrée à l'impact des entrées de capitaux sur le développement: l'une des conditions à remplir pour éviter les effets déstabilisants de l'afflux de capitaux est d'avoir, pour régir la politique fiscale, monétaire ou sociale de riposte à ces entrées, des institutions qui fonctionnent relativement bien. Il est difficile, par exemple, de réduire l'offre de numéraire par une stérilisation monétaire sans une banque centrale qui gère une masse monétaire relativement importante. Elle a ainsi évoqué les avantages et inconvénients d'une dévaluation de la monnaie nationale ou de l'exportation de capitaux (par exemple par une accumulation de réserves) pour combattre le syndrome néerlandais. Les gouvernements ont des raisons valables d'hésiter à dévaluer car il n'est pas facile d'éviter les cycles de dévaluation-endettement et de réévaluation-inflation, qui peuvent aboutir à des faillites dans les secteurs productif et financier, à la dollarisation et la fuite des capitaux. S'agissant de l'accumulation de réserves ou du placement de fonds à l'étranger, elle a estimé que ces mesures (qui ont pour but la stabilisation) pourraient entrer en conflit avec la nécessité de financer les dépenses sociales ou de procéder à d'autres investissements. Ces différents objectifs doivent être pesés avec soin. Enfin, elle a relevé combien il était simple de trouver à redire à une politique *après* sa mise en application. Si l'on pense aux pays dont on a loué le modèle économique mais qui n'ont pas échappé à la crise et à d'autres dont on a critiqué l'approche peu orthodoxe et qui ont pourtant obtenu de bons résultats, peut-on encore prétendre que ce que l'orthodoxie en la matière appelle les "bonnes politiques" réunit les conditions qu'il faut pour la croissance et le développement?

Janvier Nkurunziza a souligné la nécessité d'une analyse dynamique. Le Nigéria, a-t-il expliqué, a remboursé la plus grande partie de sa dette extérieure grâce au récent boom

pétrolier et a aussi réussi à restructurer son secteur bancaire. Il serait bon d'étudier ces signes positifs dans le Nigéria contemporain et d'analyser ce qui a empêché le pays de présenter ces signes plus tôt. Il a confirmé les coûts alternatifs que l'on encourrait en évitant le syndrome néerlandais par une accumulation de réserves et a suggéré d'accorder plus d'attention à des questions telles que la fuite des capitaux, l'effet inhibant des rentes minières sur d'autres recettes et les facteurs extérieurs qui influent sur les politiques des pays riches en ressources minérales, tels qu'illustrés par la coopération entre la Banque mondiale et le Tchad.

Thandika Mkandawire a dit qu'il était nécessaire d'analyser les forces qui incitent les gouvernements à utiliser les excédents fiscaux de manières particulières. La force ou la faiblesse de la société civile ou des syndicats, ainsi que d'autres facteurs contextuels, sont importants pour expliquer pourquoi certains gouvernements dépensent et d'autres, non. Pour ce qui est du débat sur la notion de l'Etat rentier par opposition à celle d'activités d'influence, il a rappelé que l'expression d'Etat rentier renvoyait à la base des recettes d'un pays, tandis que les activités d'influence décrivaient un comportement de captation de rentes.

Dans ses commentaires sur l'exposé de Thorvaldur Gylfason, Albert Berry a déclaré que des politiques sociales efficaces dans les pays riches en ressources minérales posaient effectivement un défi de taille à notre époque. De fait, les booms des exportations incitent à dépenser en biens non échangeables, mais pas nécessairement pour la santé et l'éducation. Tout en soulignant la nécessité d'introduire des préoccupations de politique sociale assez tôt dans les stratégies de développement des pays riches en ressources minérales, il a reconnu la difficulté de choisir le bon moment et l'orientation à donner à ces politiques, surtout en ce qui concerne les investissements dans les ressources humaines, car le caractère incertain et changeant des avantages relatifs et des modes de diversification fait de la planification dans ces pays une tâche très délicate.

Pour répondre à l'argument selon lequel des familles de taille restreinte peuvent investir davantage dans l'éducation par personne, Albert Berry a évoqué la possibilité d'une causalité inverse, par laquelle des revenus plus élevés par habitant dus à une croissance plus rapide ralentiraient la croissance démographique. De plus, a-t-il estimé, l'argument concernant le rapport entre la taille de la famille et les fonds investis dans l'éducation doit être reconsidéré à la fois à la lumière du bénéfice social de l'éducation, et de la volonté et des moyens qu'a l'Etat d'investir dans des enfants issus de familles économiquement faibles, et des dépenses réelles que les familles de taille restreinte consacrent à l'éducation. La conversion des rentes minières en investissements dans l'éducation pourrait se faire également selon le mode de l'inégalité, puisque les rentes minières sont associées à l'inégalité des revenus, qui est à son tour corrélée avec moins d'éducation. Enfin, Albert Berry a souligné l'importance d'études de cas pour aborder la question institutionnelle sous l'angle des questions de droit, d'économie et de politique sociale.

Un participant a reconnu que même si l'exposé de Thorvaldur Gylfason et l'étude à laquelle il se référait étaient novateurs en tentant de relier les questions de croissance dans les pays riches en ressources minérales à la politique sociale, l'analyse se situait dans le cadre des nouvelles théories de la croissance, qui insistent sur l'investissement en capital humain (santé et éducation), et que c'était une façon un peu étroite d'aborder la politique sociale et le développement en général. Par ailleurs, l'attention portée aux taux de croissance éclipsait le fait que la plupart des gouvernements s'intéressent en fait aux effets de "niveau"—autrement dit, si les rentes minières permettaient aux recettes du pays de faire un bond, des taux de croissance faibles à modérés ne seraient pas considérés comme un problème. Cela soulevait la question de savoir comment les pays riches en ressources minérales pouvaient entreprendre une transformation plus profonde de leurs structures pour que les générations futures soient moins tributaires des recettes minières. Le cas du Botswana a été cité comme l'exemple d'un pays où la stabilité macroéconomique va de pair avec une faible transformation des structures et un développement social médiocre. Dans ce contexte, un autre participant a ajouté que les

questions cruciales tournaient autour de la maximisation des rentes et de leur appropriation. Cette dernière mène à la question de l'imposition des rentes, qui réduit au minimum les distorsions dans l'économie et produit des recettes qu'il est possible d'investir à des fins sociales.

Etant donné l'accent mis dans l'exposé sur l'accroissement du capital humain, et sur l'éducation en particulier, on a reconnu que d'un point de vue microéconomique, il était logique que les investissements consentis pour les pauvres soient d'un rendement plus élevé. Cependant, en macroéconomie, l'effet positif de la croissance dépendrait des perspectives d'emploi et des caractéristiques des marchés du travail.

Certains participants ont aussi exprimé des doutes sur les conclusions de la recherche selon lesquelles la démocratie augmenterait l'efficacité et la croissance. Ils ont fait valoir qu'il n'y avait pas de mode de développement naturel qui tienne au système politique. Le pouvoir du vote ne suffit pas à déterminer les niveaux de vie.

Les commentateurs et d'autres intervenants sont aussi revenus sur l'économétrie et les corrélations utilisées, leur validité et le fait qu'elles ne représentent pas un rapport de cause à effet. Ils ont jugé problématique que les rapports sociaux ne soient généralement pas pris en compte dans une telle analyse. Quelqu'un a aussi proposé d'utiliser des modèles de croissance dynamiques pour étudier les changements sur une certaine durée et vérifier si les expériences avaient été différentes à d'autres périodes.

## **Séance 2: Capacité de l'Etat et politiques sociales dans les pays riches en ressources minérales**

Les recettes provenant de l'extraction minière peuvent-elles constituer une source de financement durable pour les politiques sociales? Quels sont les liens entre les richesses minérales, la politique sociale et le bien-être des populations? Quelles sont les fonctions des institutions nationales et la capacité de l'Etat dans les pays riches en ressources minérales? C'est sur ces questions, entre autres, qu'ont porté les études présentées pendant cette séance. Les deux exposés ont mis en avant les systèmes fiscaux comme élément clé reliant la production minière aux dépenses sociales. Ils ont également souligné l'importance d'établir des priorités sociales dans les programmes politiques et de constituer des alliances stratégiques pour les mettre à exécution.

L'exposé d'Evelyn Dietsche sur le thème "Changement institutionnel et capacité de l'Etat développemental dans les pays riches en ressources minérales" avait deux objectifs: d'abord, procéder à une évaluation critique du rôle des institutions et des conditions nationales propices à leur évolution dans les pays riches en ressources minérales; et ensuite, étudier de manière plus détaillée l'imposition à laquelle est soumise l'extraction de ressources et

**预览已结束，完整报告链接和二维码如下：**

[https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5\\_21072](https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21072)

